

**REGLEMENT COMMUNAL CONCERNANT  
LA GESTION DES DECHETS**

## Table des matières

Bases légales	3
<b>I. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
Art. 1 Tâches de la Commune	4
Art. 2 Délégation de compétences	4
Art. 3 Champ d'application	4
Art. 4 Définitions	4
Art. 5 Dépôt de déchets : interdiction	5
Art. 6 Incinération des déchets : 1. Principe;	5
Art. 7 Incinération des déchets : 2. Déchets végétaux	5
<b>II. GESTION DES DECHETS</b>	<b>5</b>
Art. 8 Collecte des déchets : 1. Principe	5
Art. 9 Collecte des déchets : 2. Déchets urbains combustibles (DUC)	5
Art. 10 Collecte des déchets : 3. Déchets encombrants combustibles (DEC)	5
Art. 11 Collecte des déchets : 4. Déchets urbains valorisables, a. Principe	5
Art. 12 Collecte des déchets : 4. Déchets urbains valorisables, b. Déchets biogènes	6
Art. 13 Collecte des déchets : 5. Autres déchets	6
<b>III. FINANCEMENT</b>	<b>6</b>
Art. 14 Taxes	6
Art. 15 Fixation des taxes	6
<b>IV. DISPOSITIONS PENALES</b>	<b>7</b>
Art. 16 Amende	7
<b>V. VOIES DE DROIT</b>	<b>7</b>
Art. 17 Opposition	7
<b>VI. DISPOSITIONS FINALES</b>	<b>7</b>
Art. 18 Dispositions d'exécution	7
Art. 19 Abrogation	7
Art. 20 Entrée en vigueur	8

### **Bases légales**

- loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE; RS 814.01) et ses ordonnances d'exécution;
- loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux; RS 814.20) et ses ordonnances d'exécution;
- loi du 24 mars 1999 sur les déchets (RSJU 814.015);
- décret du 21 mai 1987 concernant l'administration financière des communes (RSJU 190.611);
- règlement du Syndicat intercommunal du district de Porrentruy (SIDP) concernant l'élimination des déchets urbains combustibles du 29 juin 2010 ;
- règlement d'organisation de la commune (ROAC) du 25 juin 2009

**NB** : les termes désignant des personnes dans le présent règlement s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## I. DISPOSITIONS GENERALES

Tâches de la  
Commune

**Art. 1** <sup>1</sup> La Commune de Clos du Doubs (dénommée ci-après : la Commune) exerce la surveillance de toutes les opérations d'élimination des déchets sur son territoire.

<sup>2</sup> Elle mène, en concertation avec les autres communes, une politique visant à limiter et à réduire la production des déchets et à promouvoir leur tri et leur valorisation.

<sup>3</sup> Elle organise la collecte et le transport des déchets urbains jusqu'aux installations d'élimination agréées.

<sup>4</sup> Elle organise l'élimination des déchets urbains dont l'élimination par le détenteur ne peut être exigée.

<sup>5</sup> Elle informe la population et les entreprises des possibilités de valorisation et les sensibilise à l'importance d'une bonne gestion des déchets. Elle leur communique le plan de collecte des déchets.

Délégation de  
compétences

**Art. 2** <sup>1</sup> La gestion des déchets urbains combustibles (DUC) et son financement sont délégués au SIDP, lequel organise notamment la collecte, le transport et le traitement de ces déchets. Le Conseil communal décide, en collaboration avec le SIDP, des modalités de collecte sur son territoire.

<sup>2</sup> Les compétences de la Commune en matière de gestion des autres déchets et son financement peuvent également être déléguées au SIDP ou à une autre entité régionale.

Champ  
d'application

**Art. 3** Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux personnes physiques et morales domiciliées, en séjour ou de passage sur le territoire communal ou qui y exercent une activité quelconque.

Définitions

**Art. 4** Au sens du présent règlement, on entend par :

- déchets : les choses meubles dont le détenteur se défait ou dont l'élimination est commandée par l'intérêt public;
- déchets urbains : les déchets produits par les ménages, ainsi que les autres déchets de composition analogue, au sens de l'ordonnance fédérale du 10 décembre 1990 sur le traitement des déchets (OTD, RS 814.600);
- déchets urbains incinérables : les déchets urbains dont la valorisation n'est pas appropriée et qui doivent de ce fait être incinérés; les déchets urbains incinérables sont composés des déchets urbains combustibles (DUC) et des déchets encombrants combustibles (DEC);
- déchets urbains combustibles (DUC) : la part des déchets urbains incinérables généralement collectée dans des contenants usuels (sacs poubelles, conteneurs);
- déchets encombrants combustibles (DEC) : la part des déchets urbains incinérables qui ne peut être collectée dans des sacs poubelles en raison de leur encombrement ou de leur poids;
- déchets urbains valorisables : déchets collectés séparément dans le but de les remettre dans le circuit économique sous une nouvelle forme, après transformation;
- déchets biogènes : déchets organiques pouvant être valorisés par compostage et/ou méthanisation (déchets végétaux, restes de repas, etc.);
- déchets spéciaux : déchets qui, pour être éliminés de manière respectueuse de l'environnement, requièrent, en raison de leur composition ou de leurs propriétés physico-chimiques ou biologiques, un ensemble de mesures techniques et organisationnelles particulières; ces déchets sont désignés comme tels dans la liste des déchets établie en vertu de l'art. 2 de l'ordonnance fédérale du 22 juin 2005 sur les mouvements de déchets : (OMoD, RS 814.610).

Dépôt de  
déchets :  
interdiction

**Art. 5** <sup>1</sup> Sur tout le territoire communal, il est interdit de jeter, de répandre, de déposer ou d'abandonner les déchets de toute nature, y compris les menus déchets, véhicules et autres engins ou matériaux. Seul est autorisé le dépôt des catégories de déchets définies dans le présent règlement aux endroits expressément désignés à cet effet et selon les modalités prévues par ledit règlement ou ses dispositions d'exécution ou par les prescriptions de l'entité délégataire (art. 2).

<sup>2</sup> Il est interdit de déverser dans les canalisations des déchets liquides, boueux ou solides de tout genre (par ex. huiles et graisses, solvants, lessives industrielles, déchets broyés y compris les déchets de cuisine, etc.).

<sup>3</sup> Seules les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe annuelle en vertu du règlement tarifaire ou qui en sont expressément exonérées sont autorisées à déposer des déchets sur le territoire de la Commune en vue de leur collecte au sens des articles 8 à 12. Demeure réservé le dépôt de menus déchets dans les poubelles publiques ou les points de collecte, ainsi que d'éventuelles autorisations particulières ou conventions intercommunales.

Incinération des  
déchets  
1. Principe

**Art. 6** Sous réserve de l'article 7 ci-dessous, il est strictement interdit d'incinérer des déchets de toutes sortes en plein air ou dans des installations de combustion privées.

2. Déchets  
végétaux

**Art. 7** <sup>1</sup> L'incinération en plein air des déchets naturels et secs provenant des forêts, des champs et des jardins (pives, bûches, copeaux, branchages, etc.) n'est admise que si elle n'entraîne pas d'immissions excessives pour l'environnement et le voisinage, ni risque d'incendie.

<sup>2</sup> Demeure réservée, dans le cadre de la gestion forestière, lorsque des conditions sanitaires ou d'accessibilité l'exigent, l'incinération de déchets forestiers ne pouvant raisonnablement être évacués.

<sup>3</sup> Le Conseil communal peut limiter ou interdire l'incinération de tels déchets si des immissions excessives sont à craindre.

## II. GESTION DES DECHETS

Collecte des  
déchets  
1. Principe

**Art. 8** <sup>1</sup> La collecte des déchets urbains s'opère soit par le service public de collecte, soit par le dépôt individuel des déchets dans les points de collecte communaux ou régionaux.

<sup>2</sup> Sous réserve des déchets dont la gestion a été déléguée à des tiers, le Conseil communal décide des modalités de collecte de chaque catégorie de déchets.

<sup>3</sup> Le producteur des déchets en est responsable jusqu'à leur enlèvement officiel ou leur remise à un point de collecte.

2. Déchets  
urbains  
combustibles  
(DUC)

**Art. 9** Les déchets urbains combustibles (DUC) seront mis dans des sacs ou des conteneurs agréés par le SIDP. Les prescriptions du SIDP sont pour le surplus applicables.

3. Déchets  
encombrants  
combustibles  
(DEC)

**Art. 10** Le Conseil communal organise la collecte des déchets encombrants combustibles (DEC).

4. Déchets  
urbains  
valorisables  
a. Principe

**Art. 11** <sup>1</sup> La Commune veille à ce que les déchets tels que notamment le verre, le papier, le carton, le métal, les huiles, les déchets biogènes, le sagex, etc., soient collectés en vue de leur valorisation.

<sup>2</sup> Les déchets devront être conditionnés de manière conforme et compatible aux standards et exigences spécifiés par la Commune.

b. Déchets  
biogènes

**Art. 12** <sup>1</sup> La Commune encourage par des informations et des conseils le compostage individuel ou de quartier des déchets biogènes végétaux des ménages (déchets de jardins, déchets de cuisines crues, etc.).

<sup>2</sup> Au besoin, elle organise la collecte des déchets biogènes en vue de leur valorisation.

5. Autres  
déchets

**Art. 13** <sup>1</sup> La Commune informe la population sur l'organisation de la gestion des déchets dont l'élimination exige un traitement particulier, tels les déchets spéciaux des ménages, dont elle ne se charge pas.

<sup>2</sup> Les déchets suivants doivent être éliminés par leur détenteur conformément aux prescriptions légales :

- les déchets de chantiers et les matériaux d'excavation : ces déchets doivent être évacués dans une décharge contrôlée pour matériaux inertes (DCMI) respectivement dans un site de remblayage pour matériaux d'excavation et déblais non pollués (DCMI-ME) autorisés ou remis à un centre de tri agréé;
- les déchets d'abattage et de boucherie et les cadavres d'animaux : ces déchets doivent être remis au centre régional de ramassage des déchets carnés;
- les déchets spécifiques d'entreprises (déchets de fabrication, d'emballage, plastiques agricoles, etc.) : ces déchets doivent être remis à une entreprise d'élimination agréée;
- les déchets produits lorsqu'un local ou un logement est vidée en raison de travaux, vente, départ, décès, etc. : ces déchets doivent être remis à une entreprise d'élimination agréée, à charge de leur détenteur;
- les autres déchets non précisés dans le présent règlement (appareils électroménagers, électriques ou électroniques, pneus, etc.), notamment ceux soumis à une obligation de reprise : ces déchets doivent suivre les filières d'élimination désignées à cet effet.

### III. FINANCEMENT

Taxes

**Art. 14** <sup>1</sup> Le financement de l'élimination des déchets collectés par la Commune est assuré par la perception d'une taxe annuelle et de taxes spéciales.

<sup>2</sup> La taxe annuelle couvre notamment :

- les frais d'élimination des déchets collectés séparément en vertu des articles 10 à 12;
- la redevance prévue par l'article 34 de la loi sur les déchets.

<sup>3</sup> Des taxes spéciales peuvent être perçues pour couvrir les frais d'élimination de certaines catégories de déchets tels que les déchets encombrants, déchets produits lors de manifestations, déchets de chantier, etc., dans la mesure où la commune se charge de leur élimination.

<sup>4</sup> Les frais d'acquisition de conteneurs et les autres frais occasionnés par la présentation des déchets en vue de leur collecte sont à la charge des usagers. Les frais afférents à des techniques particulières d'élimination telles que le compostage à domicile, l'apport direct à des installations d'élimination, l'élimination des déchets sans recours aux services publics ou points de collecte communaux ou régionaux, sont à la charge du détenteur dans la mesure où aucun accord n'a été conclu avec la Commune.

Fixation des  
taxes

**Art. 15** <sup>1</sup> L'Assemblée communale adopte un règlement tarifaire qui fixe les bases de calcul et le barème de la taxe annuelle ainsi que les modalités de perception.

<sup>2</sup> Dans les limites du barème adopté par l'Assemblée communale, le Conseil communal calcule et adapte le montant de la taxe annuelle de manière à couvrir tous les frais liés à l'élimination des déchets financés par cette taxe.

<sup>3</sup> Le Conseil communal décide de la perception de taxes spéciales pour certaines catégories de déchets (art. 14, al. 3) et fixe le montant de ces taxes de manière à couvrir les frais effectifs d'élimination.

<sup>4</sup> Les taxes doivent être déterminées de manière à assurer l'autofinancement de la gestion des déchets et en particulier des dépenses occasionnées par le fonctionnement du service de collecte et par l'exploitation et l'entretien des installations et équipements d'élimination des déchets, ainsi que le service des intérêts et l'amortissement du capital d'investissement.

#### IV. DISPOSITIONS PENALES

Amende

**Art. 16** <sup>1</sup> Les infractions au présent règlement et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende jusqu'à 5'000 francs, pour autant que d'autres dispositions pénales fédérales ou cantonales ne soient pas applicables.

<sup>2</sup> L'amende est infligée conformément au décret concernant le pouvoir répressif des communes (RSJU 325.1).

#### V. VOIES DE DROIT

Opposition

**Art. 17** <sup>1</sup> Toute décision des autorités communales, prise dans le cadre du présent règlement, peut faire l'objet d'une opposition.

<sup>2</sup> L'opposition est la condition préalable en vue d'une procédure de recours ultérieure. Elle est adressée par écrit, dans un délai de 30 jours, à l'autorité qui a rendu la décision. Elle doit être motivée et comprendre les éventuelles offres de preuve, conformément aux articles 94 et ss du Code de procédure administrative.

#### VI. DISPOSITIONS FINALES

Dispositions d'exécution

**Art. 18** Le Conseil communal peut édicter les dispositions nécessaires à l'exécution du présent règlement.

Abrogation

**Art. 19** Le présent règlement abroge les règlements suivants :

- Règlement concernant l'élimination des ordures ménagères et autres déchets de la commune de Montmelon du 29 janvier 1997.
- Tarif des émoluments concernant l'élimination des ordures ménagères et autres déchets de la commune de Montmelon du 29 janvier 1997.
- Règlement concernant l'élimination des ordures ménagères et autres déchets de la commune d'Epauvillers du 26 mars 1997.
- Tarifs des émoluments concernant l'élimination des ordures ménagères et autres déchets de la commune d'Epauvillers du 26 mars 1997.
- Règlement concernant l'élimination des ordures ménagères et autres déchets de la commune de Montenol du 18 décembre 1996.
- Tarif des émoluments concernant l'élimination des ordures ménagères et autres déchets de la commune de Montenol du 18 décembre 1996.
- Règlement concernant l'élimination des déchets urbains (ordures ménagères) de la commune de Seleute, du 29 novembre 2001.

- Tarif des émoluments concernant l'élimination des ordures et autres déchets de la commune de Seleute, du 29 novembre 2001.
- Règlement concernant l'élimination des ordures ménagères et autres déchets de la commune d'Epiqueuz du 17 décembre 1996.
- Tarif des émoluments concernant l'élimination des ordures ménagères et autres déchets de la commune d'Epiqueuz du 17 décembre 1996.
- Règlement concernant l'élimination des déchets urbains et autres déchets de la commune d'Ocourt du 23 octobre 2003.
- Règlement tarifaire relatif au règlement du 23 octobre 2003 concernant l'élimination des déchets urbains et autres déchets de la commune d'Ocourt du 27 mai 2004.
- Règlement concernant l'élimination des déchets urbains et autres déchets de la commune de Saint-Ursanne du 12 mars 1997.
- Tarif des émoluments concernant l'élimination des déchets urbains et autres déchets de la commune de Saint-Ursanne du 12 mars 1997.

Entrée en  
vigueur

**Art. 20** Le Conseil communal fixe l'entrée en vigueur du présent règlement après son approbation par le Service des communes.

Ainsi adopté par l'Assemblée communale le 9 décembre 2010.

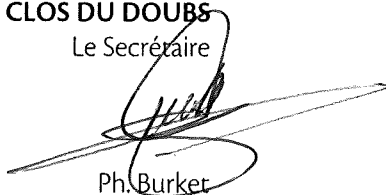
**ASSEMBLEE COMMUNALE DE CLOS DU DOUBS**

Le Président

Le Secrétaire



D. Paupe



Ph. Burket

Certificat de dépôt

Le Secrétaire communal soussigné certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au Secrétariat communal durant le délai légal, soit 20 jours avant et 20 jours après l'Assemblée communale du 9 décembre 2010.

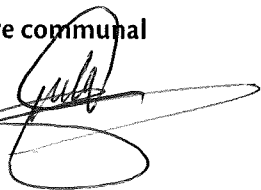
Les dépôts et délais ont été publiés dans le Journal officiel.

Aucune opposition n'a été formulée durant le dépôt public.

Saint-Ursanne, le 3 février 2011.

Le Secrétaire communal

Ph. Burket



**APPROUVÉ**

**/sans réserve**

Delémont, le **01 AVR. 2011**  
Le Chef du Service des communes

*It. R. J. S.*

